

Bulletin d'histoire politique

Les principes du Bulletin d'histoire politique

Yvan Carel, Martin Pâquet, Stéphane Savard and Jean-Philippe Warren



Volume 20, Number 3, Spring 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056199ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056199ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Carel, Y., Pâquet, M., Savard, S. & Warren, J.-P. (2012). Les principes du Bulletin d'histoire politique. *Bulletin d'histoire politique*, 20(3), 57–64.
<https://doi.org/10.7202/1056199ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Les principes du *Bulletin d'histoire politique**

IVAN CAREL, *historien*

MARTIN PÂQUET, *Université Laval*

STÉPHANE SAVARD, *UQAM*

JEAN-PHILIPPE WARREN, *Université Concordia*

Depuis maintenant vingt ans, le *Bulletin d'histoire politique* offre non seulement un lieu de débats mais aussi un environnement scientifique pour tous les chercheur(e)s qui s'intéressent de près ou de loin à l'histoire politique en général, et à l'histoire politique québécoise en particulier. Au-delà des prises de position qui témoignent d'un engagement intellectuel, s'y trouvent des centaines d'articles scientifiques rédigés par des étudiants, des professeurs ou des chercheurs de l'extérieur du monde universitaire¹. Notre objectif est de poursuivre ce travail de réflexion, de définition et de diffusion du savoir. Alors que l'histoire politique est plus que jamais au cœur de la polémique autour des enjeux historiographiques et disciplinaires, il nous est apparu nécessaire, au *Bulletin*, de réaffirmer les principes qui guident notre action.

Une conception inclusive de l'histoire politique

Depuis l'origine, ce qui distingue au premier chef le *BHP* d'autres revues, c'est sans doute la diversité des approches et des sujets abordés, ainsi que son caractère de tribune, d'agora où s'expriment les différentes conceptions

* Les principes énoncés ici sont partagés par tous les membres du comité de rédaction.

structurant le champ historiographique. Les sensibilités et orientations idéologiques les plus diverses traversent également ses pages. À la fois revue savante et de transfert, elle peut se targuer d'avoir su évoluer au fil des ans, en restant proche de l'actualité comme de l'histoire. Ce dialogue incessant avec le temps présent, le *Bulletin* le maintient grâce aux apports renouvelés des jeunes et des moins jeunes historiens. Le *Bulletin* ne se conçoit pas et ne s'est jamais conçu comme une tour d'ivoire, un refuge exclusif et élitiste, où quelques *happy few* éclairés observeraient avec détachement la rumeur du monde. Ici, la rigueur scientifique des articles n'est pas incompatible avec l'inquiétude, la prise de position, la liberté de ton et de thèmes. Plus encore, les perspectives théoriques s'y affrontent vigoureusement puisque la distance avec l'objet d'étude n'exclut pas l'engagement de l'analyste. Voilà pourquoi jamais le *BHP* n'a eu de difficulté – bien au contraire! – à remplir ses pages, malgré ses faibles moyens et grâce au bénévolat soutenu de ses contributeurs. Nous l'affirmons clairement : cet organe au service – à la défense, pourrait-on dire – de l'histoire politique, restera donc fidèle à sa mission originelle de constituer un forum où s'entremêlent les voix des scientifiques et celles des citoyens.

Comme le prouvent les numéros publiés depuis 1992, l'approche préconisée par le *Bulletin* s'est également voulue ouverte et inclusive d'une autre manière, sur le plan de la discipline elle-même cette fois. En effet, le *BHP* a toujours privilégié une histoire politique qui sache élargir le spectre de son analyse. Cette histoire est demeurée sensible à ses objets d'étude plus anciens : que l'on songe aux rôles des acteurs politiques, aux idées et aux idéologies, aux relations intergouvernementales et internationales, aux institutions ou encore aux conflits de toutes sortes : du fait militaire aux luttes de libération nationale ou d'émancipation sexuelle. Elle a aussi et surtout étudié des objets qui, depuis plus de vingt ans, ne sont plus si nouveaux – à l'instar des réseaux sociaux et des stratégies des acteurs, des valeurs, des représentations, des symboles, des croyances et des rituels : toutes ces diverses manifestations et expressions issues de l'exercice du pouvoir, des rapports de force et des relations de domination émergeant du sociopolitique². L'accroissement des objets d'étude a créé en quelque sorte un embarras des richesses : ce n'est pas pour rien que le *BHP* a publié, d'un côté, des articles et des dossiers relatifs aux deux guerres mondiales, aux relations entre la France et le Québec, aux femmes, aux gais et lesbiennes, ou encore aux Patriotes et, de l'autre, à la culture politique, à l'engagement, aux régulations sociales et politiques, aux groupes politiques marginalisés, à l'enseignement de l'histoire, à l'État et à ses composantes institutionnelles, etc. Certains de ces domaines novateurs ont été abordés et diffusés d'abord dans les pages du *BHP*, comme la place et le rôle des Canadiens français au cours des conflits mondiaux.

La multiplication des objets d'étude en histoire politique est le fruit du dialogue entre ses praticiens d'abord, mais aussi avec les historiens et les historiennes adoptant d'autres approches du phénomène historique : les approches du social, de la culture, de l'économie, de la religion, etc. Nous ne pensons pas que ces approches sont incompatibles, loin s'en faut ! Tout comme les déterminants sociaux, politiques, économiques et culturels sont indissociables pour saisir la globalité d'une société, les approches qui privilégient l'un de ces aspects sur un autre ne peuvent en faire totalement l'impasse. Ainsi, quoique certains en disent, les frontières conventionnelles entre les approches de l'histoire au Québec tendent à s'estomper, comme en témoigne la volonté récente de redéfinir le projet d'une histoire sociale³. Qui plus est, plutôt que de menacer son existence même, le dialogue entre les différentes approches historiques revivifie l'histoire politique. Ainsi, pour prendre l'exemple d'un domaine en plein essor, l'histoire de la culture politique cherche à analyser le phénomène sociopolitique comme un tout cohérent dans lequel la culture, qui agit comme une toile de signification⁴, apporte aux dimensions politique et sociale une couleur particulière. Dès lors, le refus du dialogue entre historiens et historiennes ne constitue pas seulement une faute intellectuelle et civique, mais aussi une erreur sur le plan scientifique. En ce sens, le *Bulletin* doit s'adresser à tous les chercheurs intéressés aux diverses dimensions du politique, qu'elles soient abordées par le prisme de l'histoire politique ou encore par les autres approches du social, du culturel ou de l'économique.

La défense de l'histoire politique

Le dialogue entre approches historiques n'est pas spécifique au Québec. Il se manifeste un peu partout dans le champ de l'histoire. Ainsi, au Canada, à la suite d'une polémique marquée par la stigmatisation abusive et les condamnations *ex cathedra*⁵, nombre d'historiens ont cherché à établir des lieux d'échanges – avec, entre autres, la création du Groupe d'histoire politique / Political History Group (GHP / PHG), dont les objectifs visent « à promouvoir et à appuyer la recherche en histoire politique et l'enseignement de l'histoire politique au Canada⁶ ». Comprenant plus de 80 membres-chercheurs, ce groupe partage une définition large de l'histoire politique à travers ses objets et ses approches, soit « l'étude de la politique, des politiques publiques, de la gouvernance, de l'État, de l'économie politique, de la sociologie politique, de la société civile, des élections, des affaires étrangères et des relations internationales, de l'histoire légale et de toutes autres facettes de la vie politique canadienne⁷ ». Cette conception de l'histoire politique fait écho à celle préconisée par plusieurs chercheurs américains qui présentent la « *new political history* » comme une « *protean creature* », une histoire à l'affût de chaque changement dans la conception

du politique et, dès lors, en constant renouvellement⁸. Ce renouveau de l'histoire politique, il est aussi le fait de l'historiographie française qui, du manifeste sous la direction de René Rémond au programme d'une histoire conceptuelle de Pierre Rosanvallon, resitue le phénomène du politique dans toutes ses temporalités⁹. Ces quelques exemples nous permettent de le constater à l'envi : l'historiographie politique contemporaine s'est éloignée depuis longtemps du récit historique canonique fondé sur quelques personnages prométhéens, ou de l'« histoire-bataille » dont, après quatre-vingts ans de recherches depuis la critique de l'École des *Annales*, les historiens et historiennes ont vu, ici comme ailleurs, l'obsolescence¹⁰. Critiquer l'histoire politique en la réduisant à un seul de ses sous-champs, aussi pertinents soient-ils, n'est pas seulement caricatural : c'est tout simplement inexact.

Convenons toutefois que la méprise est compréhensible, étant donné que « la notion, même élémentaire, de politique fait difficulté », selon la judicieuse remarque naguère exprimée par le politologue Gérard Bergeron¹¹. En effet, le terme *politique* est « hermaphrodite » puisque sa signification varie selon son genre et son nombre – le/la politique, une/des politiques. Dès lors, devant l'indéterminé, affirmons cette évidence : nous privilégions clairement une *histoire du politique*.

L'*histoire*, d'abord. Entendons par histoire une discipline du savoir qui, grâce à une enquête méthodique, fait du temps son objet fondamental et obéit dans son intelligibilité du passé à des principes éthiques : l'idéal de vérité, le respect et la responsabilité à l'égard des morts, des vivants et de ceux à venir. Sous différentes modalités et approches, la discipline historique produit des connaissances qui sont vraies jusqu'à un certain degré de certitude et qui sont vérifiables à partir de preuves tirées de la matière du passé. L'histoire ne saurait être confondue avec la mémoire car cette dernière renvoie à d'autres principes éthiques : ceux de l'appartenance, de la reconnaissance et de la justice. Elle ne saurait non plus être assimilée à la création littéraire ou à la mystification. En effet, folâtrer en touriste dans le passé pour tester des « hypothèses audacieuses » qui relèvent plutôt de l'opinion personnelle, ce n'est pas faire de l'histoire puisque les visées éthiques, si visées il y a dans ce cas, ne sont pas les mêmes. Loin d'être de simples interprètes du passé, un historien ou une historienne sont plutôt des *savants* au sens fort du terme, des savants qui ne se réfugient pas constamment dans l'hermétisme ou le jargon. Fidèles à leur éthique du respect et de la responsabilité, l'historien et l'historienne sont foncièrement sensibles aux demandes actuelles qui exigent une connaissance objective du passé. Par leur pratique disciplinaire, ils permettent d'habiliter leurs concitoyens qui pourront ainsi mieux participer et s'épanouir dans la Cité. Selon ces principes éthiques, que ce soit dans la publication de ses débats tout comme dans celle de

ses études scientifiques, le *Bulletin* vise l'habilitation civique en faisant pleinement œuvre d'histoire.

Le *politique*, ensuite. Saisissons le politique sous deux aspects : sa tension constitutive d'abord, ses jeux d'échelle ensuite. Le politique est une modalité de l'action humaine¹², constamment tendue entre deux pôles, ceux du débat et de l'utopie. Se dressant vers le premier pôle, l'action est sujet de débats en ce qu'elle traduit la gestion des multiples divisions du social – divisions de genre, de génération, de classe, de race, entre nations, entre groupes ethniques, entre régions, entre idéologies, etc. – dans leurs relations de domination et leurs rapports de force. Le politique est donc le lieu du conflit dans toutes ses formes – de la discorde à la guerre – mais aussi de la réconciliation, le lieu des luttes et des trêves, de la belligérance et de la pacification, des alliances comme des rivalités et des neutralités. Tendant vers le second pôle, l'action relève aussi de l'utopie puisqu'elle s'oriente suivant la détermination d'un futur pensable. Les acteurs du politique ne se cantonnent pas au seul temps présent : ils ont des souvenirs du passé et surtout des projets d'avenir – les uns étant souvent les reflets des autres – vers lesquels ils aspirent en mettant en place leurs diverses stratégies politiques. Ce faisant, l'histoire du politique n'est donc pas une sous-catégorie du savoir historique, ni un simple aspect du phénomène sociohistorique. Elle constitue une histoire englobante, c'est-à-dire une histoire qui comprend, grâce à sa perspective panoramique, l'ensemble de la réalité historique¹³. Dans ses études de cas tout comme dans ses essais interprétatifs, le *Bulletin* présentera les expressions variées de la tension en histoire entre débat et utopie.

Le politique se manifeste également dans ses jeux d'échelle, que ceux-ci relèvent des différents terrains d'enquête ou de leurs temporalités. Ses objets d'étude se multipliant, l'histoire du politique se déploie dans plusieurs domaines, parfois sur des plans simultanés, comparatifs ou concomitants. On observe ainsi l'unité de base, l'élément essentiel que constitue l'individu, l'acteur politique, objet de la biographie historique. En élargissant la focale à une échelle micropolitique, l'historien et l'historienne du politique se penchent alors sur le quotidien des citoyens et à leurs solidarités de base. Sur un plan macropolitique, les études monographiques et les essais de synthèse explorent entre autres l'aménagement du bien commun et la détermination des choix de société. Les terrains d'enquête situés à cette échelle générale touchent à la nation – il sera alors question d'*histoire nationale* – ou, au-delà, au domaine des relations internationales. Les jeux d'échelle se déroulent également dans l'axe des temporalités, à partir de l'événement comme révélateur des changements sociohistoriques au temps long où se manifestent les tendances lourdes de ces mutations. Les monographies et les synthèses des historiens et historiennes du politique reflètent volontiers les découpages temporels inhérents à la compréhension

de leurs objets d'étude. Suivant cette conception souple des terrains d'enquête et des temporalités, le *Bulletin* n'entend certes pas favoriser une échelle plutôt qu'une autre : toutes sont pertinentes et porteuses d'heureuses découvertes. Notre choix éditorial ne détonne pas, encore une fois, avec ceux de nos devanciers. En effet, l'histoire politique qui s'exprime dans les pages du *BHP* depuis deux décennies est loin de s'en tenir exclusivement à l'histoire nationale – à ne pas confondre ici avec une histoire nationaliste – ou encore à la simple narration des événements fondateurs et des grandes figures de notre passé collectif, même si au Québec cette dimension nationale est incontournable et fait évidemment partie des réflexions de tous, fût-ce par opposition. Tout comme nos devanciers et nos contemporains, notre perspective est autre, mais se fonde tout autant sur notre engagement ferme comme historiens à l'endroit de l'habilitation de nos concitoyens. Aussi, dans cet esprit, le *Bulletin* favorisera les terrains d'enquête qui toucheront surtout au Québec.

La défense politique de l'histoire

Puisque l'histoire est vivante dans les pages du *BHP*, en d'autres lieux et d'autres pays, il est désormais nécessaire de porter la lutte là même où devrait être son château fort : l'université. Or, ces dernières décennies, les départements ont diversifié l'offre professorale en offrant de nouvelles aires de spécialisation. Cette ouverture nécessaire et rafraîchissante a permis d'élargir les connaissances des étudiants et d'encourager la collaboration entre des professeurs de différents horizons. Par malheur, étant donné les lacunes des ressources pour le remplacement des départs à la retraite mais aussi pour l'embauche de nouveaux effectifs, cette ouverture a eu pour effet de fragiliser la place occupée par l'histoire du Québec/Canada, notamment au sein des grands départements. Cette situation est inquiétante. Le danger se situe d'abord sur le plan académique : en marginalisant l'histoire du Québec/Canada dans les départements, le développement de l'enseignement et de la recherche dans ce domaine du savoir aux incidences non seulement scientifiques mais aussi civiques, s'en trouvera fortement affaibli, faute d'un nombre suffisant de professeurs et de chercheurs. La question se pose : si la communauté historienne universitaire travaillant sur le Québec/Canada ne se renouvelle pas, qui prendra la relève pour assurer notre histoire ? Ce sont nos universités et nos départements qui, par leur mission civique et par leur engagement au sein de notre société, doivent assurer maintenant et dans l'avenir, la présence d'un bassin beaucoup plus important de chercheurs actifs en histoire du Québec/Canada.

Pour les raisons évoquées, celles qui concernent les liens étroits entre les diverses approches historiques, il nous semble crucial de défendre l'intérêt, la pertinence et la place centrale que doit occuper l'histoire du Québec/Canada dans nos départements, plutôt que de défendre une vision exclusivement nationale de la pratique universitaire de l'histoire.

C'est en ce sens que le *BHP* entend poursuivre son mandat de valorisation d'une histoire politique. Cette dernière se veut non dogmatique tout en étant centrée sur le terrain d'enquête du Québec. Voulant éclairer ses lecteurs dans un souci d'habilitation civique, elle fait le pont entre l'université, la communauté des historiens et l'ensemble de nos concitoyens. Vingt ans après le premier éditorial du *Bulletin*, ce mandat reste d'actualité. Lourde de menaces tout autant que chargée de promesses, la situation actuelle se présente comme un défi pour nous. Nous comptons bien le relever.

Notes et références

1. Voir Jean-Philippe Warren et Yves Gingras, « Le *Bulletin d'histoire politique* et le retour du refoulé. La lutte pour l'imposition d'un domaine de recherche dans le champ de l'histoire québécoise (1992-2005) », *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 15, n°3, printemps 2007, p. 25-36.
2. Sur le sujet, voir Jean-François Sirinelli, « De la demeure à l'agora : pour une histoire culturelle du politique », dans Serge Bernstein et Pierre Milza (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris, PUF, 1998, p. 381-398 ; Réal Bélanger, « Pour un retour à l'histoire politique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51 n° 2 (1997), p. 223-241, Jean-Marie Fecteau, « Le retour du refoulé : l'histoire et le politique », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 2 n° 3 (hiver 1994), p. 5-9 ; Martin Pâquet, *Tracer les marges de la Cité. Étranger, immigrant et État au Québec*, 1626-1981, Montréal, Boréal, 2005.
3. Martin Pâquet, « Histoire sociale et histoire politique au Québec : esquisse d'une anthropologie du savoir historien », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 3 (printemps 2007), p. 83-102 ; Martin Petitclerc, « Notre maître le passé ? Le projet critique de l'histoire sociale et l'émergence d'une nouvelle sensibilité historique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, n° 1 (2010), p. 83-113.
4. Suivant en cela la définition donnée par Clifford Geertz, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973.
5. Il s'agit de celle autour du brûlot de J. L. Granatstein, *Who Killed Canadian History ?*, Toronto, HarperCollins, 1998, dont le caractère sectaire a donné lieu à des répliques cinglantes, dont celles d' A. B. McKillop, « Who killed Canadian History ? A View from the Trenches », *The Canadian Historical Review*, vol. 80 n° 2 (1999), p. 269-299, et Brian Palmer « Of Silences and Trenches : A Dissident View of Granatstein's Meaning », *The Canadian Historical Review*, vol. 80, n° 4 (1999), p. 676-686.
6. < www.chashcacommittees-comitesa.ca >.
7. *Ibid.*

8. Pillarisetti Sudhir, «Political History Today: Plural Perspectives on a Protean Creature», *Perspectives on History* (May 2011), <http://www.historians.org/perspectives/issues/2011/1105/1105for1.cfm>
9. René Rémond (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988; Pierre Rosanvallon, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris, Seuil, 2003.
10. Dans un texte récent, Jean-Marie Fecteau rappelle le rôle fondamental du *Bulletin d'histoire politique* dans le renouvellement des perspectives en histoire politique au Québec. Voir «Réflexion à partir du document intitulé *L'histoire nationale négligée. Histoire politique et histoire nationale au Québec*», *L'Action nationale* (novembre-décembre 2011), surtout p. 220-221. Il serait trop long ici de déclinier les multiples facettes de ce renouveau porté dès les pionniers de 1992: voir les apports de Robert Comeau, Pierre Drouilly, Jean-Marie Fecteau et Michel Lévesque.
11. Gérard Bergeron, *Fonctionnement de l'État*, Paris, Presses universitaires de France, 1965, p. 16 et suivantes.
12. René Rémond, «Une histoire présente», dans R. Rémond (dir.), *ouv. cité*, p. 31; Fecteau, *art. cité*, p. 220.
13. Jean-Marie Fecteau exprimait déjà en substance ce postulat, en parlant du politique dans le premier «Manifeste» du *Bulletin*: «C'est par lui, finalement, que le métier d'historien et d'historienne pourra redevenir une lecture globale du destin des femmes et des hommes», «Manifeste», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 1 n°1 (1992), p. 5.